Secret autour de la visite de Jacques Chagnon au Burundi

La Presse, 23 novembre 2017 Le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale du QuÃ©bec se trouve cette semaine au Burundi, mais son entourage se fait avare de commentaires sur le programme de sa visite. Le petit pays d'Afrique de l'Est est secouÃ© par une violente crise politique et sociale depuis 2015. [PhotoÂ : les membres de la dÃ©lÃ©gation de l'AssemblÃ©e parlementaire de la Francophonie, dont Jacques Chagnon (c), Ã leur sortie dâ€™audience avec le prÃ©sident burundais.]

Jacques Chagnon aurait constatÃ© cette semaine que Â«â€‰la situation Ã©volue positivementâ€‰Â» au Burundi et que Â«â population vaque Ã ses occupations dans le calmeâ€‰Â». C'est du moins ce que rapporte un communiquÃ© de la prÃ©siden burundaise mis en ligne mardi aprÃ¨s une rencontre entre le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale du QuÃ©bec et le chef de l'Ã‰tat burundais Pierre Nkurunziza. Le Burundi a sombrÃ© dans la crise lorsque la candidature du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat a Ã©tÃ© annoncÃ©e, en avril 2015. Des centaines de personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es, des milliers d'autres dÃ©tenues et plus de 400Â 000Â Burundais ont fui Ã l'Ã©tranger, selon diffÃ©rentes organisations internationales. La Cour pÃ©nale internationale a d'ailleurs annoncÃ© il y a deux semaines l'ouverture d'une enquÃªte pour faire la lumiÃ¨re sur les crimes contre l'humanitÃ© qui auraient Ã©tÃ© commis par le rÃ©gime, notamment le meurtre, la torture, le viol et la disparition forcÃ©e. La CPI estime qu'il y a des raisons de croire que des agents de l'Ã‰tat ont menÃ© durant cette pÃ©riode Â«â€‰une attaque gÃ©nÃ©ralisÃ©e et systÃ©matique contre la population civile burundaiseâ€‰Â». ASSEMBLÃ‰E PARLEMENTAIRE D FRANCOPHONIE Jacques Chagnon se trouve au Burundi Ã titre de prÃ©sident de l'AssemblÃ©e parlementaire de la Francophonie (APF), a indiquÃ© mardi Ã Â La PresseÂ la porte-parole de l'AssemblÃ©e nationale du QuÃ©bec, Julie Champagne, ajoutant qu'elle n'Ã©tait Â«â€‰pas autorisÃ©eâ€‰Â» Ã Â divulguer d'information sur ce voyage. Dans un messa Ã Â La PresseÂ via Twitter, la responsable de la communication de l'APF, CÃ©line Argy, aÂ indiquÃ© hier qu'une Â«â€‰coupu internetâ€‰Â» touchait l'organisation et n'a pas rÃ©pondu aux questions concernant la visite au Burundi, affirmant qu'un communiquÃ© serait publiÃ© Ã la fin de la mission. Selon la Radio-TÃ©lÃ©vision nationale burundaise, la visite de la dÃ©lÃ©g de l'AssemblÃ©e parlementaire de la Francophonie vise Ã constater Â«â€‰la situation qui prÃ©vaut au Burundi en matiÃ¨re de paix et la sÃ©curitÃ©â€‰Â». Dans un communiquÃ© datant de 2016, l'APF rappelait que Â«â€‰le parlement du Burundi est actuellement sous observation [...] en raison de la crise de la dÃ©mocratie et des violations graves des droits de l'Homme dans le paysâ€‰Â». DES MILICES Â«â€‰SUR CHAQUE COLLINEâ€‰Â» Â«â€‰J'espÃ¨re [que Jacques Chagnon] ne s'est du discours officielâ€‰Â», qu'il a rencontrÃ© des opposants,Â Â«â€‰pas seulement le gouvernementâ€‰Â», a dÃ©clarÃ© Ã porte-parole de la section montrÃ©alaise de l'Alliance des Burundais du Canada, Emery-Patrick Ndabwunze. Â«â€‰Nous, on pense que la situation a empirÃ©â€‰Â» au Burundi, ajoute-t-il. Si les reprÃ©sentants de l'APF ont constatÃ© que le calme rÃ© c'est qu'Â«â€‰il y a des Imbonerakure sur chaque collineâ€‰Â» pour l'imposer, affirme M.Â Ndabwunze, Ã©voquant ainsi les membres de l'aile jeunesse du parti au pouvoir dÃ©crite comme une milice par les Nations unies. Dans un rapport intitulÃ©Â Se soumettre ou fuir, publiÃ© en septembre dernier, Amnistie internationale rapportait d'ailleurs Â«â€‰une recrudescence des exÃ©cutions extrajudiciaires, des arrestations et dÃ©tentions arbitraires et des actes de tortureâ€‰Â» au Burundi, contraignant ainsi la population au silence ou Ã l'exil. JEAN-THOMAS LÃ‰VEILLÃ‰

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});